

MEUDON OXYGENE

Le journal des Socialistes de Meudon

N°1 JANVIER-FEVRIER 2005

Que vive le débat citoyen !

Nous sortons d'une période d'intense débat au sein du Parti Socialiste. La démocratie en sort renforcée.

A Meudon, nous avons essayé de donner à nos adhérents et sympathisants une information complète sur le traité européen constitutionnel. Aussi, je remercie chaleureusement toutes celles et tous ceux qui ont participé à nos débats ouverts. Ils les ont enrichis.

A l'inverse de ce qui a été dit et redit dans la presse, ce débat ne s'est jamais réduit au combat des chefs. Bien au contraire, il a été un exercice de citoyenneté libre et éclairée.

De ce moment démocratique est sortie une décision qui engage les socialistes. Notre OUI franc au traité est une étape, et il faut maintenant construire les arguments pour convaincre une majorité des français tout en tenant compte des objections que les partisans du NON ont exprimées.

De ce temps fort, il reste une méthode de travail que nous comptons bien reproduire sur tous les sujets nationaux et locaux. Dans l'avenir nous aurons soin de faire débattre tous les sympathisants avec des temps d'informations, d'explications et de choix démocratique. Ce nouveau journal est un des moyens que nous utiliserons pour dialoguer avec tous les citoyens.

Nous prenons dès aujourd'hui rendez-vous avec vous sur le projet politique et social des socialistes à Meudon. Toutes les Meudonnaises et tous les Meudonnais sont dès maintenant les bienvenus pour construire une alternative locale comme nationale. Celle de citoyens engagés et responsables.

Benoît Abadie
Secrétaire de Section

PS PRATIQUE

La section

58 avenue Jean Jaurès tel : 0146268703

Les élus : groupe « Meudon Pluriel »

La fédération du 92

www.ps92.asso.fr

Le parti socialiste

www.parti-socialiste.fr

Le Bloc-notes

SOLIDARITE ICI et AILLEURS

Au début de ce bloc-notes, il y avait la décentralisation. Parce que la démocratie participative est au cœur du projet des socialistes. Pour assurer une solidarité réelle entre tous les territoires, entre les villes et les quartiers, entre les générations, nous avons besoin de services publics forts et de qualité, de citoyens libres et engagés qui prennent toute leur place dans la cité. Au lieu de quoi, le gouvernement Raffarin a instauré des mécanismes pervers de compétition entre les collectivités locales, menaçant ainsi le principe d'égalité.

Une recette de « malin au petit pied » pour désengager l'Etat et alourdir les impôts locaux « grâce » aux transferts de compétences sans les compensations financières nécessaires. Des exemples ? Gestion inégalitaire et sans contre-pouvoirs des logements sociaux, transfert des personnels techniques de l'éducation nationale, retrait de l'Etat du financement des transports en site propre, baisse de la dotation en faveur du syndicat des transports d'Ile de France... Les exemples sont nombreux pour illustrer les risques qui pèsent sur les services publics et le développement harmonieux de nos villes et nos quartiers, et donc sur le principe d'égalité.

Mais au milieu de ces réflexions sur les enjeux de la décentralisation, la mondialisation s'est rappelée à nous, comme un coup de poing au corps. La plume s'est suspendue. Le cœur s'est serré. La tragédie de l'Asie du Sud Est, détruisant les vies dans des pays où les inégalités et les guerres civiles sont déjà souvent la réalité de millions de gens, a aussi frappé le monde entier ; un an après le séisme de *Baâm* en Iran. Elle a rappelé, au prix du malheur, combien notre engagement de citoyen pour nos préoccupations quotidiennes n'est rien dans l'ignorance de l'Autre, ici comme là-bas.

Décentralisation et mondialisation, deux faces d'une même question : notre devenir commun. Solidarité ici et au-delà, sans cesse. La solidarité est un objectif profondément moderne et porteur d'avenir, qui ringardise l'égoïsme vanté par l'ultralibéralisme.

2004, c'est déjà l'année dernière. 2005 est déjà là pour dire l'exigence d'action et la conviction que l'Histoire n'est pas finie. Et que c'est ensemble qu'on l'écrit.

Marc Mossé

Le PS de Meudon vous invite à un débat Décentralisation et Démocratie Locale Le mardi 8 MARS 2005

Le Devoir de Mémoire ...

Pour les 60 ans de la libération du camp d'extermination d'Auschwitz, Le Pen a fait sa sale publicité en crachant une fois de plus ses thèmes révisionnistes. Le Parti Socialiste de Meudon condamne avec force de tel propos. Nous devons continuer de combattre le FN et la haine qu'il suinte. Plus encore que par les juges, c'est grâce à l'éducation, à l'explication, au devoir de mémoire que nous lutterons contre ses idées abjectes.



**PARTI
SOCIALISTE**

Consultez le site du PS à MEUDON
<http://ps.meudon.free.fr>

LES ETATS GENERAUX DU SOCIAL

Jacques Ladsous, militant socialiste, ancien conseiller municipal de Meudon et ancien Vice-Président du Conseil supérieur du travail social, homme d'engagement et d'humanité, a répondu à l'invitation de la section PS de Meudon pour présenter les Etats Généraux du Social. Devant plus de cinquante personnes, dont de nombreux associatifs, il a redit avec force qu'il reste des « Bastilles » à prendre. Laissons-lui la parole...

Un long combat...

Dès Octobre 2002... Les signes alarmants sur le social se multiplient. Un à un, des avantages sociaux sont grignotés, amoindris, réduits, abandonnés. Une décentralisation déséquilibrée crée des inégalités entre les territoires ; des ordres et des contre-ordres sont adressés aux professionnels. Cela entraîne une certaine incohérence ressentie par les usagers comme de la maltraitance à leur égard. Ainsi, le Conseil supérieur du travail social n'est pas encore constitué dans sa nouvelle composition et il n'y a plus de lien officiel d'expression entre les usagers et les professionnels. La question est alors posée de savoir si nous allons assister passivement à cette dégradation sans rien faire alors que nous sommes nombreux à être conscients de cette régression ?

Quelques uns parmi nous lancent un Appel au travers d'un manifeste en reprenant l'idée d'Etats Généraux du Social. Par une information de bouche à oreille, nous invitons les usagers et les professionnels à se rencontrer, à prendre la parole, à manifester leurs craintes et refus des reculs, mais surtout à faire des propositions. L'objectif est de prendre le temps, à travers des écrits et des débats de produire **une pensée sur la politique sociale**

Il nous semble important de faire fonctionner le triangle des légitimités fait de la parole des usagers, de celle des professionnels et de celle des politiques. Les politiques ont pour mission de décider, légiférer, mettre en œuvre, mais ils ne peuvent le faire sans le concours de ceux qui sollicitent des services et de ceux qui font profession de les accompagner.

Face à une dégradation sournoise et pernicieuse de la notion de service public, il nous paraît indispensable de passer d'une morosité passive à **une résistance active**.

Mai 2003... L'appel enregistre 226 adhésions d'associations et organismes les plus divers. 183 communications nous sont envoyées. En assemblée générale nous décidons de faire vivre un débat dans toute la France. Des villes se mobilisent : Lyon, Marseille, Avignon, Toulon, Grenoble, Nancy, Rouen, Caen, Clermont-Ferrand, Montpellier, Toulouse, Strasbourg ...

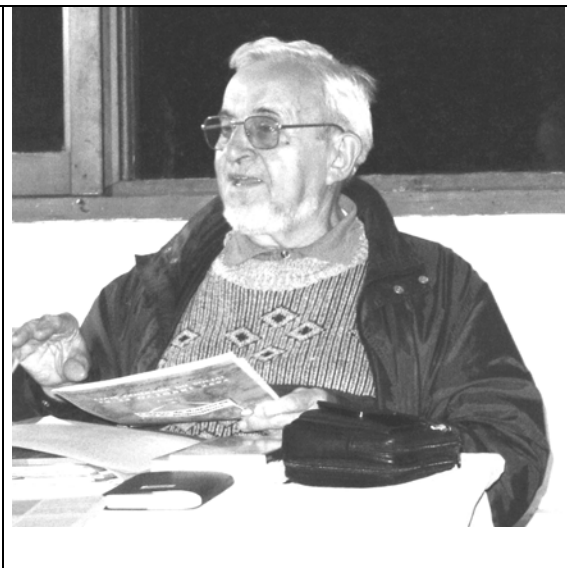
Janvier 2004... Des intellectuels, des chercheurs se joignent à nous dans un séminaire de 2 jours sous le titre : **l'action sociale dans la République**. A travers leurs apports et l'idée d'un comité de soutien lancé par Bertrand Schwarz et Jean-Michel Belorgey, des fronts commencent à se structurer. Ils donnent naissance aux cahiers de doléances qui seront remis aux politiques dans la semaine du 18 au 24 Octobre 2004.

Des artistes, comédiens, musiciens... se mettent à notre disposition pour nous aider à produire des événements pour accompagner la remise de ces cahiers. Pendant cette semaine, on peut estimer à 60000 personnes le nombre de ceux qui se sont investis dans telle ou telle manifestation.

7.8.9. vers les états généraux du social

C'est le nom que nous avons donné à l'association, support de notre action.

- 7.8.9. en souvenir de nos glorieux ancêtres de 1789.
- 7.8.9. en relation avec la comtine « *dans un panier neuf...* »
- 7.8.9. n'a demandé aucune subvention pour conserver une totale indépendance. Elle a vécu des cotisations de ses membres mais aussi grâce à la mise à disposition de locaux par le CEDIAS (Centre d'Etude, de Documentation et d'Informations sur l'Action Sociale).
- 7.8.9. a ouvert un site sur Internet avec la collaboration d'OASIS : www.789etats-generauxdusocial.com et y a diffusé (et diffuse encore) des écrits, des informations en même temps qu'elle y a ouvert un forum permanent de discussions. A ce jour le site a reçu plus de 35 000 visites.
- 7.8.9. a distribué dans la semaine du 18 au 24 Octobre 2004, 5000 cahiers de doléances en direction des politiques : Parlement, Conseil Economique et social, Conseils Régionaux, Conseils Généraux, Mairies de Grandes Villes ... et de grandes associations.



Les fronts

Des écrits, des débats (plus de 300 communications reçues, classées, analysées) vont émaner des thèmes. Nous les avons dénommés **FRONTS** pour montrer qu'une lutte s'engage sur ces points, où les usagers et professionnels veulent attirer l'attention des politiques.

Huit FRONTS portent sur des problèmes ciblés :

1. Pauvreté, précarité, exclusion
2. Logement des plus défavorisés
3. Protection de l'enfance
4. Délinquance et sécurité
5. Vieillesse et dépendance
6. Action en direction des personnes handicapées
7. Santé mentale et état de la psychiatrie
8. Accueil des étrangers et lutte contre les discriminations

Sur tous ces points, nous faisons des constats aigus et donnons des exemples de ce que nous considérons comme inadmissibles, au nom des droits de l'homme, des droit de l'enfant, des droits des personnes handicapées et nous proposons des pistes pour des solutions plus adaptées, plus conformes aux valeurs sociales de notre République (1).

Quatre FRONTS portent sur des points plus transversaux :

- L'éducation populaire et le partage des savoirs (pour retrouver la solidarité et la fraternité des périodes qui correspondent à des avancées et des conquêtes sociales)
- L'organisation et la gestion des structures pour entrer dans une meilleure participation des usagers et des professionnels au développement des ressources humaines.
- La formation des professionnels à tous les niveaux pour une prise de conscience plus globale des valeurs à défendre et des conduites à tenir.
- La démocratie territoriale, pour une meilleure mise en œuvre de la décentralisation, certes nécessaire, mais qui ne doit pas servir des féodalités nouvelles, ni se faire au détriment de l'égalité des chances (cf. le rapport de Claire Brisset, défenseuse des enfants, à propos de la protection de l'enfance)

Tout n'est pas traité. Mais déjà sur ces douze points, nous avons dégagé des idées qui devraient pouvoir servir à bâtir une véritable cohésion sociale.

Jacques Ladsous

(1) : Les fronts peuvent être demandés au CEDIAS, 5 rue Las Cases 75007 PARIS

L'ACTUALITE DE MEUDON

A Meudon, la qualité de la vie ne rime pas toujours avec la qualité de la ville. Pendant notre campagne municipale, nous avons dénoncé la qualité bien différente des espaces publics de notre ville, certains laissés à l'abandon, d'autres valorisés.

Chemins piétons pour aller à l'école et services publics négligés, pas d'aménagement pour faciliter le passage des bus, trottoirs-poubelles encombrés de voitures, équipements de proximités déficients, tel est le lot de ceux qui vivent et marchent à Val Fleury, à la Ferme, dans le quartier de Marais-Rivoli, au Bas-Meudon et à Meudon-la-Forêt.

Des opérations d'aménagement comme celle de la rue de Paris, bientôt du Val Fleury sont conduites dans un tête à tête du maire avec les promoteurs.

Le plan de développement et d'aménagement durable de Meudon

Les Meudonnais ont reçu un document luxueux encarté dans Chloroville sur le plan de développement et d'aménagement durable (PADD) du plan local d'urbanisme (PLU) de Meudon.

De quoi s'agit-il ? Le PLU remplace le plan d'occupation des sols (POS) qui fixait le droit à construire dans la commune. Issu d'une réforme de l'urbanisme engagée sous le gouvernement de la gauche plurielle lorsque Lionel Jospin était premier ministre, le PLU doit répondre à deux impératifs indissociables : le respect de l'environnement et la mixité sociale. Un PADD énonce, pour sa part, les grandes orientations de la commune pour son développement dans le respect de ces impératifs. C'est un acte « politique » -au sens grec de gérer la cité.

Ce PADD a donc été présenté, comme la loi l'exige, dans une réunion publique et au conseil municipal. Réalisé par un bureau d'études, le diagnostic met en exergue un certain nombre de problèmes auxquels le PLU devra répondre.

Si le diagnostic, dont il faut noter la qualité et l'objectivité, est juste, la réponse « politique » du maire - dont c'est l'une des responsabilités essentielle - est insuffisante sur plusieurs aspects.

A Meudon la population baisse et le vieillissement de la population croît. Nous connaissons tous des départs des jeunes ménages qui, quittant leurs parents ou donnant naissance à des enfants, ne peuvent se loger décemment à Meudon. Et le frémissement récent d'arrivée de couples jeunes dans certains quartiers résidentiels n'est pas suffisant pour inverser le phénomène. Cette baisse démographique constante est dommageable pour une bonne gestion des équipements publics et au plan de la fiscalité locale, une des plus lourde des Hauts de Seine. Ce **déficit de logements**, pourtant mentionné dans le diagnostic, **ne trouve aucune réponse à la hauteur dans le plan**. Sur la question de la **mixité sociale**, en particulier, il nous faudra tous être **vigilant pour que les ménages modestes ne soient pas écartés lors des actions de réaménagement des quartiers anciens de Meudon-sur-Seine et du Val**.

Il n'existe aucune concertation préalable avec les habitants ni mise en perspective avec les projets d'urbanisme et de déplacement qu'on pourrait y conduire. **La démocratie participative doit aussi engager cette concertation avec tous les habitants de la ville.**

Le maire et sa majorité qui aiment dépenser de l'argent, beaucoup d'argent, dans des dépliants luxueux, préfèrent la mise en scène au vrai dialogue avec les citoyens.

Explications et pédagogie sur l'actualité de l'urbanisme de notre ville avec Jeanine Forestier, Présidente du groupe Meudon Pluriel au Conseil municipal de Meudon.

Chercher des ressources, c'est attirer l'activité économique. Au delà de la création de bureaux à louer, au succès parfois aléatoire - on remarquera à cet égard les nombreux vides dans l'immeuble des Montalets - la commune pourrait réfléchir aux axes d'une politique économique et chercher à accueillir certains types d'entreprises, dans des domaines où nous avons déjà un potentiel. On sait que les PME - bureau d'études et d'ingénierie, services aux entreprises - sont actuellement créatrices d'emplois. Le PADD comporte peu de réflexion sur ce point et surtout pas d'ambition.

Le diagnostic montre une activité commerciale déficiente dans certains domaines. S'il est exact que la difficulté du commerce de proximité est liée à l'existence de grandes surfaces, la question du stationnement semble également posée. Pour dégager des solutions au problème, la réflexion devrait être approfondie.

A Meudon en matière de circulation, chacun constate que l'heure de pointe du matin est un enfer. Ceci devrait pousser à chercher des solutions au moins pour cette période : aménagement et organisation de « chemins de l'école » pédestres, facilitation des accès aux transports collectifs, révision du plan de circulation. Des facilités (« emprises d'intérêt général ») sont à prévoir dans le Plan local d'urbanisme (PLU) pour optimiser la circulation des bus, dont le 289 qui permet aux habitants de Meudon-la-Forêt et de Meudon ville d'accéder au RER C, au T2 et au métro. Dans le même esprit, un accès fluide au métro « Mairie d'Issy » devrait être négocié avec la ville d'Issy les Moulineaux et la RATP.

Nous proposons qu'à partir du diagnostic et des principes généraux, **des réunions aient lieu dans les différents quartiers de Meudon** (compte tenu du caractère « multipolaire » de notre commune), afin de débattre des enjeux et des orientations d'urbanisme et d'aménagement avec les habitants dans une relation de proximité. Par ailleurs, les associations qui ont participé à la dernière réunion publique ont souhaité une implication plus étroite, à la fois sur des thèmes et sur des projets de quartier. **Nous estimons qu'il serait enrichissant pour le projet de retenir cette participation des associations et d'engager un débat ouvert avec nos concitoyens sur l'avenir de leur ville et de leurs quartiers.**

Jeanine Forestier
Conseillère municipale

Prochainement, le bilan d'étape de vos élus municipaux...

Lutter pour le respect de la dignité humaine !

Notre société isole de plus en plus les individus, brouille les repères collectifs, éloigne pour certains l'espérance de construire une existence digne et responsable. Les forces de destruction du lien social et d'écrasement de l'individu menacent d'emporter une œuvre collective conquise de haute lutte, au prix de douloureux sacrifices. Pour ne pas être emporté vers ce néant que beaucoup à droite, et même certains à gauche, présentent comme le paradis de l'homme moderne, il nous faut tous réagir et agir. Vite, car le temps passe.

Il y a 60 ans, des hommes et des femmes venus de toutes les classes de la société, au péril de leur existence, ont résisté à des forces colossales qui menaçaient d'engloutir définitivement une certaine idée de l'humanité. Ces hommes et ces femmes exprimaient leur croyance en la victoire finale et proclamaient leur volonté de lutter pour : le respect de la personne humaine ; l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi ; une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général ; un ajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la dignité, la sécurité, la santé ; un plan complet de sécurité sociale visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, le droit à l'emploi par la réglementation des conditions d'embauche et de licenciement ; une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ; la possibilité effective pour tous les enfants de bénéficier de l'instruction laïque et d'accéder à la culture quelle que soit la situation de leurs parents.

Peut-on considérer que tout ou partie de ces objectifs, constituant le **programme du Conseil National de la Résistance** n'a plus de sens aujourd'hui ? Que ce projet est achevé ? Non ! « *Jamais autant d'hommes n'ont été redevables d'autant envers si peu* ». Les générations suivantes ont su faire fructifier et profiter légitimement de leur engagement, puis elles en ont parfois oublié le sens, au risque de laisser détruire, petit à petit, cet héritage.

Il y a 50 ans, au cœur de l'hiver, un homme affirmait que chacun avait droit au respect de sa dignité, et que celle-ci commençait avec un toit au-dessus de sa tête. Aujourd'hui notre pays offre-t-il ce minimum ? Non !

Il y a 20 ans, hier, toujours en France, un homme, un comique comme disent les élites autoproclamées, a voulu redonner de la dignité à ses frères, avec simplement de quoi manger chaque jour. Aujourd'hui cette aumône existe toujours. Est-ce acceptable ? Non !

Ce ne sont que des exemples, parmi tant d'autres. Et ce qui se passe ailleurs sur la planète est bien pire encore ! Génocides, Guerres tribales et religieuses, destruction de l'environnement, aliénation de l'être humain. Que restera-t-il dans 60 ans aux enfants nés au début du XXI^e siècle ? Ce que nous leur laisserons ! Pour faire écho à Gandhi, croyons à notre pouvoir de citoyen engagé : « *Changes en toi même ce que tu veux voir changer dans le monde* ».

Sébastien Villain
Militant du PS de Meudon



Venez nous rencontrer

ou adhérer

Adressez ce coupon à
PARTI SOCIALISTE
58 av Jean Jaurés
92190 Meudon

Je souhaite prendre contact avec le parti socialiste

Je souhaite adhérer au parti socialiste

Nom : **Prénom :**

Adresse :

.....

Tel :

email :

ou
sur le site du <http://ps.meudon.free.fr>